Février 2007

# L'INDIGÈNE

DE LA REPUBLIQUE

Mensuel N°5

le journal qui brosse l'histoire à rebrousse-poil

2 €

DOSSIER

## NOIRES,ARABES,MUSULMANES

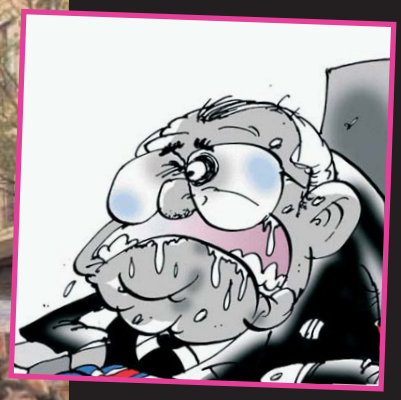
# FEMMES INDIGÈNES, FIÈRES ET OSTENTATOIRES !




## RENCONTRE AVEC " VÉTO ! "




## LE PARADOXE DU VOTE LE PEN ANTIRACISTE




## LE PAYS BASQUE INVISIBLE



# JOUR DE FÊTE...

**Collectif des féministes indigènes**

Pour soulager la bonne conscience, révéler le parfait fonctionnement " démocratique " de nos sociétés occidentales et ainsi contenter tout un chacun, la tendance est, aujourd'hui, à accorder une parole circonscrite dans le temps à tous genres de problématiques : à chaque cause sa date, et peu importe son degré de priorité, sa valeur sociale, économique, politique ou symbolique. L'essentiel étant qu'elle apparaisse sur le calendrier. Justice est ainsi supposée faite, sans pour autant que l'on soit à même de distinguer les réelles urgences.

Très précisément, ce mois de mars n'est pas en reste avec sa Journée des femmes, le 8, dont on ne sait si elle est une célébration hypocrite de la " place " non accordée à la moitié de l'humanité ou si elle est une commémoration sincère des millions de vies sacrifiées, oubliées ou bafouées d'êtres humains maltraités parce qu'appartenant à un genre minoré.

En tant que femmes, nous avons du mépris pour ce genre de mascarade, pour ce non évènement. Pourtant parce que nous sommes femmes et que nous sommes indigènes, il doit en être un.

Retour en arrière : Mars 2004, les militantes de l'association " Une école pour toutes et tous " ont rejoint la Marche des Femmes pour rendre visibles leurs revendications concernant le droit à l'égalité de traitement et à l'éducation pour les jeunes filles voilées. Quelle n'a alors pas été leur surprise de se voir refuser cet espace et d'être chassées du cortège. Jusqu'à ce jour, et dans la plus grande indifférence, elles demeurent socialement discriminées et institutionnellement niées dans leur autonomie, leur identité.

Ce rejet consensuel a été possible à cause des discours des féministes *Pro-Choix* et autres Méduses de l'idéologie universaliste et raciste, que certains ont depuis très justement nommés les Intégristes de la République.

Deux ans après cet épisode inqualifiable, décidées à faire entendre nos voix et refusant de laisser le monopole de la parole féministe à ces associations de " Mal-faiseuses " qui stigmatisent celles qui ne sont pas à leur image, nous affirmons haut et fort que ce féminisme là n'est pas le notre et ne le sera jamais. Trop simpliste…

L'analyse de l'articulation entre sexisme et racisme est reconnue depuis longtemps à l'étranger et dans certains milieux universitaires français. Toutefois elle a du mal à trouver écho dans l'espace politique et médiatique actuel, qui semble vouloir n'écouter que celles qui entretiennent leurs besoin de visions binaires et réductrices.

Parce que, subissant de front sexisme et racisme, nous sommes dans la nécessité et le devoir de dénoncer et l'un et l'autre. Sans concession aucune pour l'un comme pour l'autre.

Ce dossier, nous le dédions à nos mères dont nous portons l'héritage et à toutes celles qui mènent ce combat pour la dignité et pour une réelle égalité… ■

## Sommaire

**Edito**
jour de fête, p.2
**Rencontre avec véto, p. 3**
**Le paradoxe du vote Le pen antiraciste, p.4**
**Dossier :**
**femmes indigènes,**
**fières et ostentatoires !**
Le jour où j'ai failli me faire lapider, p.5
Du couscous merguez au zoo humain, p.6
Nous avons besoin d'un mouvement de combat, p7-8
Nos corps otages, p.9
**La chronique de François Burgat, p.9**
**Chorus électoraliste contre les musulmans, p.10**
**Le pays Basque invisible, p.10**
**Pour se marrer et se fâcher, p.11**
Le petit facho de gauche
Test : êtes-vous intégrable ?
**Madagascar : la juste insurrection, p.12**

## APRÈS LA SOUPE AU COCHON, LES PIÈGES À RATS

Dur, dur d'avoir faim aujourd'hui en France quand on est étranger ou supposé tel. Une association caritative financée par le FN a été le mois dernier condamnée pour avoir servi de manière exclusive de la soupe au porc et ce sciemment pour que les personnes sans ressources de confession musulmane ne puissent bénéficier de cet " assistanat indu". Plus récemment encore, les Restaurants du cœur ont été investis par les services de police comme de réels guets-apens pour rafler les étrangers sans papiers. Crever la dalle ou prendre le risque de l'expulsion, des tortures, de l'humiliation… Que peut-on imaginer de pire encore? Faisons confiance à Sarko pour être bien servis.

## EXCEPTION CULTURELLE

Bien que cela soit passé inaperçu, le 21 février a été déclaré par l'Unesco, Journée Internationale des Langues Maternelles. Une pensée était alors de rigueur pour M.Bénisti dont le fameux rapport les incriminait justement, puisque si l'on se fit à son avis d'expert, le bilinguisme serait à l'origine, entre autres facteurs socioculturels bien sûr, de l'échec scolaire. On espère qu'il aura profité de cette date pour prendre la mesure du caractère néo-colonial et ethnocidaire de son analyse. Quand à la loi qui en fait un motif d'expulsion, elle se passe tout simplement de commentaire.

## DIRECT DU DROIT POUR LES MINEURS

La loi de prévention de la délinquance a été votée en février. Hormis l'idée du suivi comportemental de l'enfant, qui voulait faire des institutions éducatives et scolaires les indicateurs par anticipation déterministe des services de police, tous les volets de la loi ont été entérinés en en faisant, et ce précisément à l'inverse du nom qui lui a été donné, un outils de durcissement de la répression des mineurs.

**Résultats du Test d'intégration :**
Le barème est le même que le mois dernier : + 1 point pour chaque bonne réponse (toutes les réponses B et C), et -10 points pour chaque mauvaise réponse (toutes les réponses A). Quant à la question 9, il s'agissait d'une question-piège : la réponse D est de très mauvais goût et vous coûte -30 points.
Si vous avez un total supérieur à +20 points : C'est bien, vous êtes INTÉGRABLES. Mais il va maintenant falloir devenir INTÉGRÉS. Allez, au boulot !

**Entre 0 et +20 :** Vous êtes sans doute noir(e). Arabe, peut-être ? Ou bien musulman(e) ? Tout cela ensemble ? Toujours est-il qu'à l'évidence, vous cumulez des HANDICAPS socio-culturels qui vous empêchent d'accéder aussi facilement que " d'autres " à la modernité. Vous avez, bien entendu, le droit de vivre, mais pourquoi réclamer l'égalité si vous n'avez pas les COMPÉTENCES ?

**En dessous de zéro** : Vous vous complaisez dans la VICTIMISATION.

**En dessous de -20** : Vous êtes COMMUNAUTARISTE. En dessous de -40 : Vous êtes INTÉGRISTE.

**En dessous de -60** : Vous êtes RACISTE ANTI-BLANCS, et donc ANTISÉMITE. En dessous de - 80 : Vous êtes une RACAILLE.

**En dessous de -100** : Vous êtes un TERRITOIRE PERDU DE LA RÉPUBLIQUE.

**En dessous de -120** : Vous êtes une ZONE DE NON-DROIT Où LA POLICE NE VA PLUS.

# RENCONTRE AVEC " VÉTO ! "

Propos recueillis par Sadri Khiari

**Fondée il y a un peu plus de deux ans, " Véto ! " est une association militante basée à Garges Les Gonesses (Val d'Oise). L'Indigène de la république s'est entretenu avec Macha, présidente de l'association (elle est également étudiante en droit et assistante d'éducation dans un collège) et Yassine qui est ingénieur et membre actif de Véto ! Wajdi était là; il n'était pas censé prendre la parole mais il s'est imposé...**

***L'Indigène de la république : Vous pourriez commencer par présenter les spécificités de la ville de Garges…***

***Yassine*** : Garges était un petit village de quelques centaines d'habitants dont la population s'est rapidement multipliée par dix, vingt et trente dans les années soixante. Les grands ensembles ont poussé comme des champignons et la population s'est formidablement diversifiée au point que l'on recense aujourd'hui entre 70 et 120 nationalités et toutes les confessions. La politique dite de proximité a été conduite en encourageant diverses formes de clientélisme, en jouant également sur les sentiments d'appartenance communautaire. Le réseau associatif a été laminé depuis 1995, ce qui a eu pour conséquence l'extinction de tout débat politique véritable. Nous on cherche à le reconstituer parce qu'on considère que là est le problème. Le multiculturalisme est présent sans être pour autant reconnu. Les gens issus de l'immigration sont majoritaires à Garges et pourtant personne n'est choqué que dans les partis politiques on ne trouve que des Blancs et quelques Arabes ou Noirs pour faire bonne figure. Par contre, une association comme la nôtre composés principalement de personnes issues de l'immigration choque et nous vaut l'accusation d'être communautaristes ! A quoi nous répondons, bien sûr, en inversant la logique : " C'est vous qui êtes communautaristes puisqu'il n'y a que des Blancs chez vous !"

***Wajdi*** : Garges est à quinze minutes de Paris en RER et à 13 minutes de Roissy-Charles de Gaulle qui fournit plein d'emploi à la région. C'est une ville qui a de nombreux atouts et où, pourtant, il y a 20% de chômage et où le chômage des jeunes est plus important qu'ailleurs. Par ailleurs, toutes les confessions ne sont pas traitées à égalité. On s'est servi du financement du Conseil régional pour rénover une église, 1.600 000 euros, dont une partie a été prise en charge par la région ile de France et l'autre par la mairie qui s'est endettés sur dix ans. C'est bien sûr autorisé par loi, mais c'est une sorte d'apartheid institutionnel qui permet à l'Etat de rénover les églises catholiques sans rien faire pour les autres confessions. Plus grave, au même moment, l'association des imams est poursuivie en justice et la mairie empêche des évangélistes congolais ou camerounais protestant d'avoir des salles pour en faire un lieu de culte

***IDR : Et en ce qui concerne le logement et la rénovation urbaine ?***



CP: HSISSOU

***Macha*** : Ces dernières années Garges a connu une réduction de sa population. En très peu de temps, elle est passée de 42 000 à 40 000 habitants selon les chiffres officiels. C'est lié à la destruction deux ou trois barres et il est prévu une nouvelle réduction de logements dans le cadre de la rénovation urbaine. Il est probable que d'ici quelques années on va passer à 38 ou 39 000 habitants. Pour quelles raisons ? C'est le maire lui-même qui nous a fourni la réponse lors d'une rencontre. Il nous a dit en substance : " Dans la ville, il y a une partie de la population que nous avons pu dénombrer et une autre qui n'a pas à être là ". Il a utilisé des termes comme " il y a des gens qui prétendent venir visiter leurs familles et qui s'installent ici ". On a compris qu'il visait les immigrés, sans papiers, des indésirables dont il faut se débarrasser. Il a tenu un discours sur la " masse cachée " de la population gargeoise qui constituerait un poids financier pour la mairie et les collectivités. Le plus étonnant, c'est qu'il a dit ça dans une réunion publique de manière complètement décomplexée et c'est passé comme une lettre à la poste. Dans le cadre du projet " Garges demain ", il est prévu de détruire tous les grands ensembles puis de construire des îlots individuels ; le maire prétend que tout le monde sera relogé sauf qu'on voit pas comment.

***Yassine :*** La mairie a annoncé aux commerçants qu'ils vont recevoir une nouvelle population qui leur permettra de relancer leurs commerces. C'est même paru dans un magazine municipal qui affirmait la satisfaction des commerçants heureux d'accueillir ces futurs habitants. Les anciennes populations, quant à elles, seront recasées à Nogent sur Oise sur la nationale 16 à quasiment 40-45km de Paris. C'est une déchetterie de toutes les villes ! Je connais un épicier jerbien qui a des problèmes avec la mairie; sa boutique est située dans une galerie marchande où il y a un commerçant pakistanais qui vend des produits pakistanais, une boucherie musulmane, un coiffeur arabe etc. Il a découvert qu'en fait on veut tuer les commerces " ethniques " parce qu'ils ne correspondent pas à ce qu'on veut faire de cette ville. La mode, à droite, c'est l' " esprit village ", avec un cœur de ville, un petit marché des produits régionaux…

*Wajdi :* D'ailleurs, l'année dernière, ils ont voulu changer le nom de la ville pour l'appeler Garges en France. Changer la population, développer l'esprit village et changer le nom de la ville. Heureusement, il y a eu une levée de bouclier et ils n'ont pas pu le faire.

*Macha* : Garges en France, ce n'est pas juste un nom ; le but c'est de réaffirmer l'inscription de la ville dans un patrimoine historique qui ne correspond pas à la culture qu'on va partager nous sur cette ville. C'est fini les années 60 où Garges n'était qu'un village de 400 ou mille habitants ; désormais, c'est une ville où les gens ont des horizons, des origines, des histoires multiples ; des gens qui se sont appropriés le nom de Garges les Gonesses alors que Garges en France ne fait pas sens pour eux ; ce nom exprime la nostalgie d'un passé qui n'est pas forcément le leur. Nelly Olin a d'ailleurs dit : " Je veux que Garges redevienne ce qu'elle était avant ". Mais avant quoi ?

***IDR : Vous avez évoqué la destruction du tissu associatif et la question de la représentation politique des populations issues des anciennes colonies, pouvez-vous en dire un peu plus ?***

***Yassine :*** Du côté de la droite, il n'y a que des Blancs dans tout ce qui est lieu de pouvoir. Il y a une volonté claire d'exclusion des populations issues de l'immigration du jeu politique soit en les désintéressant de la politique en tenant un discours qui de toutes façons ne leur parle pas, soit en faisant une politique du caïdat, c'est-à-dire en désignant une sorte de caïd pour représenter une cité et qui sert de caution : voilà, on a fait des choses pour vous, donc basta ! Du côté de la gauche, où on a des amis, il y a constamment une réduction des questions de discriminations à la seule lutte des classes alors que pour nous le problème va bien au-delà. Même ceux qui, parmi nous, on pu bénéficier d'une promotion sociale sont victimes du racisme. Je pense à cet avocat noir assez connu qui se fait arrêter pour un contrôle d'identité et se fait tabasser par les flics. Le problème des discriminations ne se situe pas qu'au niveau de l'emploi… d'une manière où d'une autre, tu seras toujours un Noir ou un Arabe même si tu es avocat et que tu es pété de thunes. A droite, il y a quelqu'un d'origine immigrée qui a roulé sa bosse en politique et qui est même rentré dans l'organigramme de l'UMP; j'ai déjà discuté avec lui et il sait très bien ce que je pense de Sarkozy, en l'occurrence que c'est un … (mot censuré par la rédaction), eh bien, il s'est fait contesté sa place au niveau local alors qu'il est au bureau de campagne de Sarkozy ! Sur Garges, on a dit : " On va pas le mettre trop en avant parce qu'il va faire peur à notre électorat " et quelqu'un d'autre a été parachuté pour le remplacer.

***IDR : Véto ! Qui ? Quand ? Comment ? Pourquoi ?***

***Macha :*** Fin 2004, avec les amis avec qui on militait de manière informelle sur un certain nombre de causes, nous avions voulu diffuser le film de Jérôme Host " Un

# LE PARADOXE DU VOTE LE PEN ANTIRACISTE

**Walou**

***À quelques semaines du premier tour des élections présidentielles, les spéculations vont bon train concernant les chances de tel ou tel candidat. Une des grandes inconnues concerne le vote des Français héritiers de l'immigration. Royal espère capter leurs voix en agitant l'épouvantail Sarkozy et celui-ci compte sur les institutions musulmanes de droite (CFCM, Mosquée de Paris, UOIF, etc.) pour la même chose. Ce qui ne les empêche pas tous les deux d'exploiter d'autres ressources pour gagner aussi les suffrages islamophobes***

Et puis, il y a Le Pen. Le leader de l'extrême-droite annonce, péremptoire, un vote massif des " Français d'origine étrangère " en sa faveur et fait en sorte que ce soit le cas : déclarations démagogiques, à l'ambivalence soigneusement étudiée, sur l'islam ou sur la politique internationale (Moyen-Orient, rapports de la France aux pays du sud…), flirt avec Dieudonné, etc. Derrière ces ambiguïtés, habilement entretenues dans les prestations télévisées de ses responsables, le Front national reste ce qu'il a toujours été : un parti national-raciste. Son programme électoral, rendu public le 24 février, en témoigne : criminalisation des immigrés et de leurs enfants, considérée comme responsable de tous les maux de la France (socio-économiques, déficit budgétaire, " insécurité ", menaces sur son " identité ", etc.), stigmatisation des musulmans, rhétorique de la " France éternelle ", défense de la colonisation, assimilationnisme, défense de l'impérialisme français au nom de la lutte contre l'impérialisme américain .

### L' " intégration ", c'est aussi voter Le Pen !

Certaines officines politiques et autres médias s'emparent de l'offensive lepéniste en direction des Noirs et des musulmans pour les stigmatiser encore plus. Finalement, suggèrent-ils, il y aurait une profonde affinité entre ces derniers et l'extrême droite : les Noirs et les musulmans ne sont-ils pas rétrogrades, hostiles à la modernité, communautaristes, fanatiques, violents, intégristes religieux, sexistes, antisémites et racistes (anti-blancs, dans leurs cas) ? L'hebdomadaire républicain Marianne en profite, comme à l'accoutumée, pour dénoncer les Indigènes de la république qu'il accuse, contre l'évidence de nos prises de position, de plaider la cause du Front national : " Puisque les " indigènes de la République " ne peuvent la supporter, la République, certains en viennent à soutenir Le Pen ". Ou encore : " Les " indigènes de la République ", faisant ainsi sauter les verrous et les digues, sont amenés à édulcorer ainsi l'extrême-droite et à innocenter son idéologie " (Marianne, 13 au 19 janvier 07).

Pure diffamation. Mensonge (républicain ?) éhonté. Cela mériterait bien un procès. Mais qu'importe ; Marianne, on l'emmerde ! Et quitte à choquer ces adorateurs du colonialiste Jules Ferry, disons-le tout de go : ne pas être raciste, c'est reconnaître que, comme tout Français, les Français " issus de l'immigration " peuvent être de gauche, du centre, de droite ou d'extrême-droite sans être pointés du doigt en raison de leurs origines. On peut trouver absurde que des personnes victimes du racisme votent pour un parti notoirement raciste mais cela n'est pas moins absurde que de voir des ouvriers voter pour un parti particulièrement anti-ouvriers. A la limite, ce qu'on pourrait reprocher à ces enfants d'immigrés qui votent Le Pen, c'est d'avoir trop bien " réussi leur intégration " et de se croire - illusion fatale - des " Français comme les autres ", au point de vouloir fermer la porte aux nouveaux immigrés. Mesdames et Messieurs, les intégrationnistes de tout poil, vous devriez plutôt vous en féliciter !



### Le Pen est déjà au pouvoir

Il y a cependant un paradoxe sur lequel ces hypocrites républicains feraient bien de s'interroger : le vote Le Pen antiraciste. Oui, antiraciste ! Ce phénomène nouveau se manifeste par la tentation chez certains d'entre nous, Noirs et Arabes, révoltés par la négrophobie et l'islamophobie galopante de voter pour le candidat du Front national. Se sont-ils ralliés à l'idéologie particulièrement réactionnaire et autoritaire du FN ? Ont-ils oublié le racisme anti-Arabes et anti-Noirs de ce parti ? Se reconnaissent-ils dans le nationalisme franchouillard de ce parti ? Regrettent-ils, comme Le Pen, le temps des colonies ? Sont-ils des imbéciles que séduisent les paroles trompeuses d'une campagne électorale ? Sont-ils masochistes ? Pour la plupart, ce n'est pas le cas. Ils sont antiracistes ! Aussi aberrant et paradoxale que cela puisse paraître, leur choix de voter Le Pen procède de leur haine, justement, de tout ce que peut représenter Le Pen. Comme nous tous, ils en ont marre d'une république qui les exclut du champ politique tout en se targuant des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité. Comme nous tous, ils en ont marre d'un bipartisme de fait qui cantonne le choix démocratique à l'UMP et au PS et les prive de toute représentation propre au sein des institutions politiques. Comme nous tous, ils ne veulent plus jouer au jeu du " pire ", du " plus pire " et du " moins pire ". Ils sont tentés de " bousculer le système ", quel qu'en soit le moyen et les conséquences, pour rappeler qu'ils sont là et qu'ils ont une puissance. Comme nous tous, ils ne peuvent que constater l'emprise croissante du lepénisme sur les partis qui se succèdent au gouvernement. Pendant plus de deux décennies, on nous a dit : " Ecrasez-vous, sinon Le Pen prendra le pouvoir et vous jettera à la mer ". Aujourd'hui encore, on nous dit : " A trop revendiquer vos droits, vous faîtes le jeu de Le Pen ". Ou ceci : " Comprenez-nous, si nous ne faisons pas de concessions aux électeurs de Le Pen, c'est lui qui gagnera les élections et ce sera la catastrophe pour vous ". Résultat des courses : Le Pen a pris le pouvoir ! En actes et en esprit, il est déjà là dans la politique d'Etat : mesures contre l'immigration, politique sécuritaire, réhabilitation de la colonisation, stigmatisation des Noirs, des Arabes, des musulmans. Est-ce Le Pen qui a mis en place ces politiques et qui ne promet rien de mieux dans les années à venir ? Ce n'est pas Le Pen qui produit du racisme, ce sont les politiques racistes qui ont produit Le Pen. Le fameux 21 avril dont on nous rabat les oreilles est d'abord le résultat du délire sécuritaire et des campagnes islamophobes de la droite et du PS.

La position des Indigènes de la république est claire : si le vote Le Pen est effectivement une aberration politique qui ne sert pas la cause antiraciste , nous ne voterons pas non plus pour les autres droites ou le PS. ■


**L'INDIGÈNE DE LA RÉPUBLIQUE**

est une publication du Mouvement des indigènes de la république.

**Directeur de publication** : Chater Jamal
**Equipe de Redaction** : Fatima Ouassak, Sadri Khiari, Farid Bennaï, Saïd Bouamama, Christine Delphy, Hsissou
**Iconographie/Photographies** : Hsissou
**Dessins** : Hic
**Ont collaborés à ce numéro :** Alfred Melanine, François Burgat.

**Impression :** 3A

**L' indigènes de la république** :
Pour nous contacter :
Tel : 06 28 06 60 35
Mail : journalindigene@yahoo.fr

Site : www.indigenes-republique.org

**Service distribution et abonnements** :
abonnementindigene@yahoo.fr

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.


# RENCONTRE AVEC " VÉTO ! "



***(suite de la page 3)***

racisme à peine voilée ". Nous avions obtenu une salle de la MJC mais le soir de la diffusion, l'autorisation a été annulée au prétexte que ce serait un film polémique mais la vraie raison, c'est qu'il parle du voile. Nous n'avons pas eu de soutien associatif et du coup on a décidé de se structurer nous mêmes autour de nos problématiques plutôt que de déléguer ça comme toujours à la gauche. Une fois l'association constituée, nous avons organisé des forums autour de Malcolm X parce que son combat nous ressemble, sur les discriminations, sur la Françafrique, sur la mémoire d'immigrés, sur le mythe du communautarisme qui vise à criminaliser une partie de la population, sur le féminisme, sur l'histoire du peuple noir alors que personne ne parle de l'histoire du peuple noir dans l'histoire de France et dans la construction de l'identité nationale. Ce sont des forums où les gens reprennent la parole qui leur a été confisquée. Le propre des dominés, c'est que leur image est confisquée et que leur parole est squattée par les dominants. Nous avons mené également des actions de solidarité avec la Palestine ; nous avons aussi un site Internet et un bulletin ; on fait des marchés, des tractages, etc.

***IDR : L'objectif, c'est la conquête de notre autonomie politique ?***

***Yassine :*** Je peux faire référence à la formule de Mandela : " Ce qui se décide pour nous mais sans nous, se décide contre nous ". Beaucoup d'organisations avec lesquelles on partage choses importantes comme le MRAP ou certains éléments de la gauche, défendent la république métissée et le multiculturalisme mais dès qu'il s'agit de représentation dans les lieux de pouvoir, ils nous disent " dégagez !". L'autonomie, c'est prendre en main nos propres problèmes, décider de nos combats et comment les mener. On n'a pas besoin du mépris de la droite ou du paternalisme de la gauche pour savoir ce qu'on doit faire politiquement. La rénovation urbaine, c'est le carrefour de toutes les problématiques; c'est pourquoi nous proposons un projet de rénovation urbaine alternatif. Notre démarche consiste partir de l'immeuble, des gens qui habitent la ville, des besoins qui existent au niveau des familles, des femmes, des communautés, des professions, des étudiants, etc. puis, à partir de ces besoins, définir un projet d'urbanisme plutôt que de faire le contraire c'est-à-dire affirmer d'en haut " j'ai un cahier des charges ; je veux que cette ville devienne comme ça ; je vais bétonner là, détruire ici, construire là. "■

# LE JOUR OÙ J'AI FAILLI ME FAIRE LAPIDER



HANANE

**Aujourd'hui, 8 Mars 2005, journée dédiée à la femme (aux femmes), je participe à ma première manifestation pour le droit des femmes. Cette année, les principaux mots d'ordre sont en faveur d'une meilleure égalité des salaires, contre les violences faites aux femmes (principalement les violences conjugales) et pour le droit à l'avortement. Je me baladais de cortège en cortège pour prendre "la température" de la manif : quels sont les cortèges " pêchus " et ceux qui le sont moins, quelles sont les organisations présentes et celles qui sont absentes ?**



L'administration coloniale dévoile les femmes à Alger en 1958

L'ambiance était bon enfant... Au début du moins. Premier incident : J'ai eu le malheur de traverser le cortège de Lutte ouvrière... Là furent les premières attaques. "Vous n'avez rien à faire ici !" Tout de suite, avec une amie, nous répondons à ces femmes que nous avons autant le droit d'être ici qu'elles. Cette embrouille vite oubliée, je continue ma balade et qu'est ce que je remarque par terre ?! Un mini tract sur lequel on voit dessiné une jeune demoiselle qui porte un voile, avec un air un peu ingénu, suivi de la légende suivante : "*Petite sotte, si un homme viole ta pudeur, ne te voile pas, crève lui les yeux!*". Ce dernier était signé " CNT". Je m'interroge encore sur la pertinence et l'utilité d'un tel tract ?...Certainement que la CNT[1] se préoccupe tellement des femmes qui portent le voile qu'elle avait décidé d'en faire son principal combat! (C'est connu le féminisme de la CNT !!). Je ramasse ce bout de papier dans l'intention de le montrer aux copines et copains parce qu'il faut avouer qu'il était hallucinant! Un peu avant la fin du parcours de la manif, j'accompagne une amie à l'entrée du métro car elle devait prendre son train pour Rennes. Je retourne à la manif mais celle-ci commençait à se disperser. Autour de moi, ne restait plus aucun visage familier. Les copains avaient certainement dû se poser dans un café comme à notre habitude. Je m'apprêtais à appeler pour savoir où ils étaient quand une femme s'approche de moi : elle était hystérique, s'agitait dans tous les sens et me criait que ma place était en Iran, que si j'étais dans ce pays où en Afghanistan, je ferais moins la fière... Je me retrouvais très vite entourée d'une meute de femmes enragées qui me hurlaient de quitter la place. Déstabilisée par un tel déchaînement de haine, je trouve quand même le courage de leur faire face et leur réplique : "Comme ça c'est moi qui suis la cause de tous les malheurs que subissent les femmes? Puisque vous étiez à cette manif pour dénoncer les discriminations faites à leur encontre et vu les réactions hostiles dirigées contre moi, on pourrait croire que tout cela est de ma faute! Eh bien, je vous propose une solution : lapidez moi sur la place publique et tous vos problèmes disparaîtront! ". Je ravalais une larme de colère et m'apprêtais à quitter l'endroit quand, cerise sur le gâteau, une toute jeune demoiselle me tend le flyers dont je vous ai parlé plus haut... Je craque et lui réponds les larmes aux yeux : " *Merci, grosse conne (pardon pour le langage), mais la petite sotte a déjà eu la chance de tomber sur votre tract! Et je n'ai nul besoin de vos conseils pourris!!* ". Sa réponse m'a complètement effondrée : " *Mais pourquoi es-tu si violente?* ". A ce moment, je cherchais juste une échappatoire... Un ami me voyant entourée ainsi, couru à ma rencontre et m'extirpa de ce lynchage annoncé ! Vous vous demandez pourquoi j'ai été la cible de tant de haine ? Je vous donne donc l'indice que j'ai omis volontairement dans mon récit : je suis musulmane et je porte un hijab, le voile... Est-ce que cela légitime toutes ces réactions ?

Je vous laisse le soin de répondre... Maintenant que vous avez ce nouvel élément, relisez le texte et voyez si vous êtes autant outrés... ■

1. Confédération nationale du travail (syndicat anarchiste)

## Internet, révélateur de l'inconscient collectif

Les résultats des recherches Internet sont d'après l'article de Fatima Ait Bounoua un formidable baromètre nous renseignant sur la consonance que prennent les mots courants selon les époques. Ainsi, dans la douce France de 2007, celui de " Beurette " est LA clé pour ouvrir le sésame virtuel des Milles et unes nuits. Une telle offre de Shérazades peu pudiques, est la preuve s'il en fallait une, du succès de l'imagerie hypersexualisée de la jeunes femme arabe ou orientale. Alors un énorme merci aux " Ni putes ni soumises " qui ont eu la bonne idée de venir asseoir encore un peu plus cette imagerie coloniale binaire, puisque c'est visiblement un mélange de ces deux figures dont serait constituée la demande de ces messieurs.

## Quand l'islamophobie et la négrophobie rassemblent

La déclaration pour son investiture de Ségolène Royal, en novembre 2006, en dit long de la valeur et du potentiel fédérateur que prend de plus en plus la diabolisation de l'homme musulman : *"Le coeur du combat pour la laïcité, c'est d'abord le combat pour la mixité et pour l'égalité. Mon combat pour la laïcité, c'est pour vous femmes voilées, femmes mutilées, femmes excisées, femmes violées, femmes écrasées"*. Rien que ça… Entendre donc " Tous ensembles, tous (S)égaux ( ?) pour une lutte " République-Haine " contre les pratiques archaïques de ces fanatiques et rétrogrades d'immigrés".




VOUS POUVEZ TOUJOURS COMMANDER LES NUMEROS 2,3 ET 4 DE "L'INDIGENE DE LA REPUBLIQUE" EN ECRIVANT A L'ADRESSE SUIVANTE : abonnementindigene@yahoo.fr

## ABONNEMENTS

Si vous voulez soutenir l'envol de notre journal,
ou simplement être sûrs de ne pas en rater un exemplaire,
la meilleur solution c'est…l'abonnement.
Abonnement 5 mois (5 ex) = 10 €
Abonnement 11 mois (11 ex) = 22 €
Abonnement de soutien :
je verse la somme de …..€, en sus de mon abonnement (indiquez la somme que vous souhaitez ajouter.
Les règlements doivent être opérès directement par virement sur notre compte. Les indigènes de la république sont titulaires d'un compte au :
CREDIT COOPERATIF 252 boulevard Voltaire 75544 PARIS Cedex 11
Code Banque : 42559 Code Guichet : 00008 Numéro : 2102 9261 606 clé RIB 56
Pour tout autre moyen de paiement (chèque, éspèces etc.) veuillez nous appeller au 06 28 06 60 35
ou écrire à : abonnementindigene@yahoo.fr

# DU COUSCOUS-MERGUEZ AU ZOO HUMAIN...

## ... OU COMMENT DÉBARBARISER LES BARBARES

**Fatouche Ouassak**

**Les dames vivant dans les quartiers populaires ont à leur disposition moult activités ludiques et épanouissantes, proposées par un grand nombre d'associations de quartier et autres centres sociaux. Cela tend à montrer notamment, s'il subsistait le moindre doute, que la France est un grand pays multiculturel, ayant complètement évacué les vieilles représentations coloniales des femmes africaines et orientales. En effet, le regard sur ces femmes (dont on ne se lasse pas d'admirer la volupté et la sensualité conservées malgré la huitième grossesse) a complètement changé.**

Force est de constater pourtant que les dames des quartiers populaires ne savent pas ce qui socio-culturellement est bon pour elles; elles ne prennent en effet aucune initiative; elles ne sont malheureusement pas habituées à vouloir quoi que ce soit, à choisir et à décider pour elles mêmes. Il faut y voir le poids de la tradition de soumission de ces dames, comme l'a montré une étude récente initiée par la DRXYZ, et publiée par la revue scientifique Kif-kif-bouriquo en juillet 2005 (N°7, sous le titre "Les causes naturelles de la soumission des dames des quartiers populaires").

Or, il n'est pas possible de laisser culturellement à l'abandon ces populations, les enjeux financiers étant relativement importants pour les premières concernées, à savoir les équipes dirigeantes des structures associatives en question et leurs prestataires. C'est pourquoi ce sont les structures associatives, avec les financeurs publics, qui décident des projets les plus adaptés pour elles, dans la grande tradition de l'éducation sociale et solidaire.

Parmi les projets socio-culturels proposés aux mamans des quartiers populaires, on peut retenir 2 types :

- les projets interculturels
- les projets culturels socialisants

### Les projets interculturels

*(ou projets couscous-merguez) :*

Il s'agit de valoriser avant tout le penchant naturel de ces dames pour la cuisine et la couture.

L'atelier cuisine est particulièrement intéressant pour elles, car cela leur permet de sortir de leur cuisine et de faire autre chose.

Certains ont critiqué ce type de projet avec l'idée qu'il stigmatisait ces mamans, en les cloisonnant dans des activités peu épanouissantes; mais ceux qui critiquent ne connaissent pas la réalité du terrain dans laquelle les structures associatives et les centres sociaux évoluent chaque jour : il est évident que ces dames n'ont envie de rien d'autre (même si elles ne le disent pas clairement, on le devine); elles veulent des activités utiles; on ne peut malheureusement pas obliger ces dames à faire ce qu'elles ne veulent pas faire; pour elles, la culture est une perte de temps; c'est triste, mais c'est ainsi; on ne fait qu'anticiper leurs demandes et leurs besoins.

Les structures qui proposent des ateliers cuisine peuvent en outre recevoir des personnalités, des financeurs et des élus, à moindre frais, puisque leurs dames préparent avec énormément de plaisir et dans une ambiance des plus conviviales toutes sortes de spécialités de leurs pays d'origine; elle le font (et c'est tout à fait normal, tout travail méritant salaire) de façon gentille et gratuite.

### Les projets culturels socialisants

*(ou projets zoo humain)*

Pour éviter le biais culturaliste du projet inter-cu' turel, certaines structures ont privilégié la démarche socialisante, en passant par la voie artistique.

L'enjeu est de montrer que leurs dames sont capables comme les gens normaux d'accéder à des activités hautement artistiques (peinture abstraite, poésie baroque, théâtre brechtien, opéra comique..).

Ces projets demandent plus d'investissement, car il faut sortir les dames de leur milieu naturel (la cuisine), il faut les montrer à l'extérieur et donc leur apprendre à se tenir et à parler aux gens sans avoir peur.

L'enjeu est noble car on les expose, elles et leurs travaux artistiques (qui n'ont d'artistique que le nom, mais l'idée est de les valoriser), pour prouver à tous ceux qui pensaient que ces dames n'étaient pas civilisées, que certaines d'entre elles peuvent le devenir lorsqu'on leur en donne la possibilité.

Ainsi des élus, des personnalités et des institutionnels sont invités à venir voir ces spécimens rares à la salle municipale, arrivées regroupées dans un car, avançant deux-par-deux-comme-on-leur-a-dit. On entre-aperçoit parfois un élu perplexe, pensant sûrement que lui, personne ne venait l'emmerder à le valoriser lors de sa partie de tennis, de bridge ou lorsqu'il peignait tranquillement chez lui; mais heureusement la perplexité ne dure souvent que quelques secondes, laissant place à un beau regard civilisateur et compatissant.

Ces projets permettent d'apprécier le travail des structures associatives qui, grâce à des subventions publiques bien méritées, ont bien éduqué leurs dames; de véritables liens sociaux se tissent; les dames aimeraient faire part de leur reconnaissance envers les structures et les financeurs, car elles se rendent bien compte qu'elles n'auraient pas eu accès à la culture (avec un grand C) au Cameroun ou au Maroc. Mais elles ne peuvent pas l'exprimer elles-mêmes : elles ne parlent pas en public car elles sont trop gênées (cf. revue kif-kif-bourico, n°7, juillet 05); ce sont donc les structures et les vrais artistes qui parlent à leur place. Elles préfèrent de toute façon qu'on leur confisque la parole.

### Quel type de projet privilégier?

Force est de constater qu'il n'y a pas de projet socioculturel miracle lorsqu'on a affaire à des populations inadaptées et souvent infantiles.

Que veut-on finalement?

- Respecter les différentes cultures traditionnelles, mais en abandonnant les populations dans leur sous culture abrutissante, avec le risque en plus aujourd'hui d'une mise en péril de l'identité culturelle française laïque et républicaine?
- Ou ne pas désespérer d'une débarbarisation possible des populations en question, en n'ayant pas peur des efforts colossaux que cela risque de demander?

La question est centrale, mais il est difficile de répondre... Ou répondre peut-être simplement que le prochain projet socioculturel qui propose de me donner la parole, m'écouter raconter ma vie de victime soumise, de me valoriser, de me socialiser, de m'émanciper, de respecter ma culture dans le respect mutuel et la richesse de l'échange culturel d'une rive à l'autre l'interculturalité ... je lui retourne le plat de couscous-merguez encore brûlant sur sa sale gueule de projetsocioculturel ■




## ministe

femmes, je refuse que celui-ci se sse au seul détriment des hommes ma communauté. Car c'est à quoi ille ce féminisme intolérant et injueux, telles que l'incarnent les Ni utes ni soumises : criminaliser les " ommes du sud " pour mieux préser- er la respectabilité et la mesure du oug de l'homme blanc, et garder l'arhaïsme et la barbarie pour l'Autre.

Mais beaucoup de raisons m'empêchent de participer pour le moment à a réflexion féministe, même sous la forme de celle des Féministes Indigènes, dont l'appel ferme et salutaire reste une reconquête sur ses territoires spoliés.

Si la question " Etre ou ne pas être féministe " m'est difficile à aborder, c'est qu'elle me ramène à un autre questionnement : " Etre ou ne pas être femme ". Alors désolée de ne pouvoir écrire quoi que soit de plus sur cette question là, mais je tiens à te dire que notre échange a ravivé une préoccupation que j'avais l'habitude de reléguer aux questions subsidiaires et mineures. J'en avais fait le point aveugle de ma trajectoire de femme que je ne voulais pas différencier de celle des hommes en général.

Bien à toi,

Fatiha Dahmani

ENTRETIEN AVEC KAÏSSA TITOUS

# " NOUS AVONS BESOIN D'UN MOUVEMENT DE COMBAT "

PROPOS RECUEILLIS
PAR HOURIA BOUTELDJA

**Kaïssa Titous a été militante du Collectif Jeune qui a organisé l'arrivée à Paris le 3 décembre 83 de la Marche pour l'égalité et contre le racisme. Elle a été présidente de Radio Beur et membre du Bureau national de SOS racisme, avant de quitter cette association avec fracas. Elle a également été directrice de campagne du candidat Juquin lors des présidentielles de 1988. Elle a continué par la suite à participer à un certain nombre d'initiatives sur l'immigration et, ces dernières années, elle s'est investie sur les questions de chômage, de précarité ou de logement dans sa ville.**



CP: Chiara Bonfiglioli

***L'Indigène de la république : Que peux-tu nous dire des luttes des femmes issues de l'immigration depuis les années 80 ?***

***Kaïssa Titous*** : L'investissement des femmes ne commence pas dans les années 80. Leurs combats datent du début de leur présence en France et pour certaines pendant la guerre d'Algérie. Les Algériennes appelées à manifester par la fédération de France du FLN en 1961 ont défilé avec leurs jeunes enfants. Certaines ont été arrêtées et mises en rétention au Fort de Vincennes. Ma mère et ma très jeune sœur ont été arrêtées comme beaucoup d'autres. Dans les cités de transit et les bidonvilles, les femmes ont pris en mains leur destin face à l'horreur de leur situation matérielle - pas d'eau, pas de toilettes, terrains boueux et relégation. Améliorer l'ordinaire, survivre, nourrir les enfants et les envoyer à l'école nécessitait des forces intérieures exceptionnelles pour ne pas se laisser sombrer et baisser les bras. Elles ont rencontré des femmes françaises généreuses, syndicalistes, militantes politiques, catholiques ou protestantes, religieuses, associations caritatives, qui les ont accompagnées et souvent aidées - il fut une époque ou le mot *solidarité* voulait dire quelque chose. Elles ont fait preuve de ténacité et de détermination pour solariser leurs fils et filles. L'univers des hommes seuls se résumait au travail et à la maison. Les femmes ont été confrontées à la réalité sociale française sans en avoir le mode d'emploi. Elles devaient fréquenter les PMI pour faire vacciner leurs enfants, faire les courses quand les hommes acceptaient de leur laisser de l'argent, accompagner les gamins à l'école et malheureusement parfois subir les violences conjugales. Je me souviens de ma mère qui se sentait si seule les premières années en France : elle pleurait tous les jours. Profondément dépressive, elle attendait mon retour de l'école pour parler. Ces femmes venant souvent des campagnes découvrent qu'elles ne savent ni lire ni écrire. Elles participent aux associations de parents d'élèves. Elles s'aperçoivent vite que le salaire du mari ne suffit pas et se mettent à faire les ménages. Entre 60 et 80, on observe qu'un tas de femmes s'émancipent, sortent de chez elles, partent des cités de transit, désirent accéder à la propriété. Ce sont les femmes qui ont enraciné les familles en France. C'est le début du travail des femmes immigrées qui va devenir indispensable. Leurs enfants grandissent ; elles sont alors confrontées à des problématiques nouvelles, des filles qui veulent sortir, parfois fuguent, fument, parlent de liberté et refusent de se marier. Des fils en échec scolaire zonent et commettent des délits, se shootent. Les femmes font face à ces situations tragiques qui finissent par la mort ou l'emprisonnement. Dans le même temps, les mines ferment, la sidérurgie française disparaît, l'automatisation laisse sur le carreau des milliers d'ouvriers qui se retrouvent soit au chômage soit en retraite anticipée. De nombreuses familles ont été touchées par le sida, la prison, l'hôpital psychiatrique sans oublier la violence des rapports des jeunes avec la police. Leurs gamins, souvent victimes d'un acharnement policier - contrôle au faciès systématique, arrestation et mise en garde abusives, violences physiques, crimes racistes. Les premières sorties des femmes des cités concernaient les violences entre jeunes et policiers, la chasse aux dealers dans les cités. Elles veulent que les dealers quittent leur quartier et arrêtent de distribuer la mort à leurs enfants. Au début des années 80, il fallait se battre pour faire reconnaître un crime raciste ou sécuritaire, on parlait de bavure ou d'accident. Certains ouvriers marocains avaient été tués à coup de pioche en Corse.

Il faut relire le journal *Sans frontières* pour mesurer l'horreur de ces évènements. Peu de journalistes s'y intéressaient. Il faut saluer le travail de Mogniss Abdallah et de son frère Samir. Dans toutes les initiatives, il y avait toujours un forum police justice et souvent les débats commençaient par une minute de silence pour tous ces jeunes tués. Preuve que c'était une question cruciale pour les jeunes comme aujourd'hui. C'était cette période où un gamin pouvait se faire buter dans une grande surface par un vigile comme à Livry-Gargan et l'assassin ne prenait que 4 mois de prison. Habib Grimzi a été défenestré par des légionnaires racistes dans le train Bordeaux-Vintimille. Souvent, les familles venaient nous voir au relais Ménilmontant ou était hébergé le Collectif jeunes et nous organisions avec eux la défense des victimes ou des manifs ou rassemblements quand il y avait un crime raciste ou un évènement exceptionnel dans un quartier. Nous avons été les premiers à faire la jonction avec les ouvriers de Talbot Poissy en grève et avons organisé une manifestation à Paris. Lors de la Marche pour l'égalité de 83, les manifestants arboraient des badges "*Rengainez, on arrive, la chasse est fermée*". Aux premiers rangs, des mères de familles, des femmes, des sœurs des jeunes qui avaient été tués portaient les portraits de ces jeunes. L'une des premières associations fut celle des " Mères de victimes de crimes racistes " en 83, les fameuses "Folles de la place Vendôme". Impliquées dans la dénonciation de crimes racistes et sécuritaires : elles voulaient que justice et dignité soit rendues à leurs garçons décédés. La comparaison entre un meurtrier d'Arabe qui prenait du sursis et un voleur d'autoradio qui prenait de la prison ferme nous dégoûtait. Ces femmes s'impliquent à travers des émissions de radio comme "Parloirs 107" à Radio Beur pour envoyer un message à tous ceux qui étaient en prison. Toutes ces initiatives, tous ces militants vont déboucher sur la bataille contre la double peine et la création du MIB.

Les premières émeutes ne datent pas de 2005 : en 1982, dans la région lyonnaise, les affrontements avec les forces de l'ordre sont nombreux et il y a de plus en plus de Maghrébins en taule. C'est pourquoi les mères et les sœurs vont prendre cette question à bras le corps. Une très longue et pénible lutte contre les excès de la police, la justice et la double peine va commencer. Certains pères ont honte de voir leurs gamins devenir des délinquants et les rejettent. Ce sont les mères, les femmes, les sœurs qui les soutiennent et mènent la bagarre avec des militants de quartier.

Parallèlement à cela, toute une série de femmes créent leurs propres structures et commencent à envisager leur propre outil d'intégration économique. Elles créent leurs propres entreprises. L'époque des centres sociaux et culturels, des animateurs/éducateurs prend le relais. Des associations de femmes organisent des cours, des activités culturelles ou créent des restaurants associatifs, etc., bref des associations qui permettent à des femmes de devenir autonomes financièrement et de prendre leurs affaires en main - association des femmes des Franc-Moisins, Africa, etc. Elles ont permis de regrouper des femmes, de les alphabétiser, de créer une conscience collective et tenté de transformer leurs conditions et statut de femmes.

Des associations bien implantées et reconnues dans le quartier (l'ANGI à Aubervilliers dirigée par Saliha Amara, l'EMAF dirigée par Alima Thierry-Boumedienne, les Nanas Beurs dirigée par Souad Bennani ou les Zaama de banlieue à Lyon dirigée par Djida Tazdait, Radio Gazelle à Marseille, l'Association des Femmes Maghrébines à Toulouse, la Nahda de Nanterre, l'Association des femmes des Francs-Moisins avec Adjera Lakehal et AFRICA avec Mimouna Hajam…) évoquaient aussi les questions de police, de justice, de discriminations et d'égalités des droits. Elles avaient intégré qu'il fallait s'organiser et faire émerger les problèmes sur la place publique et elles participaient aux initiatives nationales. Les Nanas Beurs étaient les plus en pointe à mon avis sur la question des femmes. Elles s'occupaient d'aider les jeunes filles en fugue ou sans papier. Elles se battaient contre le statut personnel des femmes, pour l'autonomie du statut du séjour des femmes par rapport aux maris. Elles ont été traversées par les questions liées à l'avortement, la contraception, au travail et à la précarité. Souad Bennani des Nanas Beurs a toujours

**Pourquoi je ne peux pas Etre fé**

Chère Sonia,
Le hasard a voulu que l'on se revoie quelques temps après la réunion des féministes indigènes. Pourquoi n'y étais-je pas me demandes-tu? Je n'en savais rien, mais après tout le problème n'est pas là. Puisque même si j'avais su, je ne serais pas venue. Tu as compris à cette réponse, qu'à l'instar de nombreuses femmes issues de la colonisation, la préoccupation féministe, telle qu'elle est accaparée (et dévoyée) par quelques théories occidentales ethnocentriques ne pouvaient susciter une quelconque adhésion de ma part. Tu ajoutes, que sous cette forme, l'engagement, malgré son urgence, ne pourrait être ressenti que comme une sorte de trahison par rapport à notre tradition culturelle et/ou religieuse que le féminisme occidental infantilise et criminalise dans un contexte néocolonial tenace.
C'est exactement cela, et j'ai finalement le regret de ne pas avoir participer à un débat où justement se posait la question du féminisme sous cet angle là. Effectivement, j'aurais dû y être. Je serais sortie un peu de la solitude habituelle dans laquelle me place cette situation paradoxale et complexe, où tout en gardant en tête le combat pour l'égalité entre hommes et

*(suite au dos)*

ENTRETIEN AVEC KAÏSSA TITOUS

# "NOUS AVONS BESOIN D'UN MOUVEMENT DE COMBAT "

*(suite de la page 7)*

ferme nous dégoûtait. Ces femmes s'impliquent à travers des émissions de radio comme "Parloirs 107" à Radio Beur pour envoyer un message à tous ceux qui étaient en prison. Toutes ces initiatives, tous ces militants vont déboucher sur la bataille contre la double peine et la création du MIB.

Les premières émeutes ne datent pas de 2005 : en 1982, dans la région lyonnaise, les affrontements avec les forces de l'ordre sont nombreux et il y a de plus en plus de Maghrébins en taule. C'est pourquoi les mères et les sœurs vont prendre cette question à bras le corps. Une très longue et pénible lutte contre les excès de la police, la justice et la double peine va commencer. Certains pères ont honte de voir leurs gamins devenir des délinquants et les rejettent. Ce sont les mères, les femmes, les sœurs qui les soutiennent et mènent la bagarre avec des militants de quartier.

Parallèlement à cela, toute une série de femmes créent leurs propres structures et commencent à envisager leur propre outil d'intégration économique. Elles créent leurs propres entreprises. L'époque des centres sociaux et culturels, des animateurs/éducateurs prend le relais. Des associations de femmes organisent des cours, des activités culturelles ou créent des restaurants associatifs, etc., bref des associations qui permettent à des femmes de devenir autonomes financièrement et de prendre leurs affaires en main - association des femmes des Franc-Moisins, Africa, etc. Elles ont permis de regrouper des femmes, de les alphabétiser, de créer une conscience collective et tenté de transformer leurs conditions et statut de femmes.

Des associations bien implantées et reconnues dans le quartier (l'ANGI à Aubervilliers dirigée par Saliha Amara, l'EMAF dirigée par Alima Thierry-Boumedienne, les Nanas Beurs dirigée par Souad Bennani ou les Zaama de banlieue à Lyon dirigée par Djida Tazdait, Radio Gazelle à Marseille, l'Association des Femmes Maghrébines à Toulouse, la Nahda de Nanterre, l'Association des femmes des Francs-Moisins avec Adjera Lakehal et AFRICA avec Mimouna Hajam…) évoquaient aussi les questions de police, de justice, de discriminations et d'égalités des droits. Elles avaient intégré qu'il fallait s'organiser et faire émerger les problèmes sur la place publique et elles participaient aux initiatives nationales. Les Nanas Beurs étaient les plus en pointe à mon avis sur la question des femmes. Elles s'occupaient d'aider les jeunes filles en fugue ou sans papier. Elles se battaient contre le statut personnel des femmes, pour l'autonomie du statut du séjour des femmes par rapport aux maris. Elles ont été traversées par les questions liées à l'avortement, la contraception, au travail et à la précarité. Souad Bennani des Nanas Beurs a toujours revendiqué des convictions féministes et a eu des responsabilités dans le cadre des mouvements féministes français.

Dès 85, des femmes musulmanes se revendiquent en tant que telle à travers l'Association des Femmes sous Lois Musulmanes à Montpellier. Moi, je ne me suis jamais revendiquée comme féministe. J'ai découvert ça assez tard et je le regrette.

Le groupe Djurdjura, la troupe de théâtre la Kahina (dès 1977) ont été des références culturelles essentielles. Certaines femmes ont acquis une grande expérience dans les partis politiques : au PC, au PS, à la LCR, des syndicalistes également. Aujourd'hui dans les principaux syndicats, fédérations et même confédérations, on trouve des femmes d'origine immigrés : luttes des femmes de ménage, chez les sous traitants de l'automobile, dans la restauration collective, etc…

Et enfin, il y a le courant dont je me revendique qui est le courant des femmes qui à partir de 81-82-83 posent la question d'un mouvement politique qui dénonce les contradictions de la société française dont nous sommes les sous-citoyens. Une organisation qui prend en compte nos propres revendications. J'aime beaucoup la phrase de Farida Belghoul : "*On nous fait vivre dans des caves et personne ne veut entendre la beauté de notre chant et regarder nos âmes*". Les caves sont peuplées et les pièces sont beaucoup plus nombreuses. C'est Farida Belghoul qui est à l'initiative de Convergence 84 et qui l'a menée jusqu'au bout. Il faut savoir que le collectif de la marche de 83 était dirigé par des femmes : Saliha Amara, Rachida Azzoug, Farida Belghoul, Alima Boumedienne. A Lyon, pendant cette période, c'était Om Hani, Djida Tazdaït - dans toutes les banlieues des grandes villes, il y avait et il y a toujours des associations de femmes. Idem à Lille, Roubaix, Nancy, Grenoble, Marseille, Toulouse. Aux assises de Lyon en 84, ce sont surtout des femmes qui sont intervenues. Les femmes étaient les dirigeantes. En 1984, le débat sur mouvement autonome ou mouvement généraliste a été alimenté essentiellement par les femmes des différents collectifs.

***IDR : Dans ton récit, il est beaucoup question des luttes sociales que mènent les femmes mais très peu de féminisme…***

***KT :*** Très peu de femmes se déclaraient féministes. Peu avaient eu accès à la littérature féministe. Souvent le féminisme était associé à la bourgeoisie. Où pouvait-on rencontrer des féministes ? Quand nous rencontrions ces militantes, ce n'était pas sur les questions de femmes que se nouaient les relations. Pour moi, c'est le grand échec du féminisme qui n'a pas su relayer les préoccupations des couches populaires et à l'époque pour être féministe il fallait avoir du temps et de la culture. Qui avait lu les féministes historiques, qui connaissaient leurs luttes? Qui pouvaient nous les transmettre - certainement pas l'école ! Nous, on n'a jamais vu les féministes en tant que telles débarquer en banlieue et être aux côtés des femmes immigrées contre les ghettos, la double peine, la drogue et la misère. Trop longtemps, certaines ont eu une attitude compassionnelle à l'égard des femmes immigrées. Nous représentions pour elles l'image des femmes soumises. Cela n'enlève rien à la pertinence du combat féministe français ni à la valeur de leurs luttes pour la réappropriation des corps des femmes et de leurs droits dans la vie familiale, au travail, à l'égalité des sexes en matière de droits sociaux et politiques. Ce n'était pas notre débat prioritaire ; nos urgences étaient ailleurs. Pour comprendre le féminisme, il fallait avoir conscience du patriarcat. Nos pères, nos maris, nos frères n'étaient pas parfaits, mais ils étaient tellement attaqués de toutes parts… On les a beaucoup chargés : violents avec les femmes, polygames délinquants, violeurs, voleurs, voileurs, machos et maintenant terroristes. Mais, contrairement à ce qui est dit, beaucoup d'écrits, de témoignages, beaucoup d'actions et d'engagement de femmes immigrés étaient souvent la réponse à cette violence familiale même si elles n'étaient pas revendiquée en tant que telle - l'acharnement des filles à réussir à l'école ne peut échapper à cette lecture du besoin d'égalité entre les hommes et les femmes. Les formes du féminisme occidental ne sont pas des modèles incontournables et les mieux adaptées à certaines situations.

Qui dans sa famille n'a pas été obligé de se battre pour exister ? Combat pour aller à l'école, pour ne pas se marier. L'urgence sociale nous imposait l'économie des concepts de papier. Et puis, il faut dire la vérité : dans nos mouvements, les mecs ne nous causaient pas trop de problèmes. Nous n'avons jamais été empêchées de prendre la parole (je ne parle pas de la sphère privée). Ils étaient même plutôt fiers et en plus, on était mises en valeur par les médias.

***IDR : Que penses-tu de la démarche du Collectif des Féministes Indigènes et de notre appel ?***

***KT :*** Je crois qu'il faut revenir au contexte de l'Appel des indigènes : la situation dans les banlieues s'est profondément dégradée : le chômage des jeunes est insupportable, la ségrégation spatiale s'est amplifiée, partout les habitants des quartiers se sont détournés de la politique. Beaucoup de cités sont devenues




des lieux de relégation et de désespoir ou les militants politiques et associatifs ne vont plus ; les inégalités dans la société françaises se sont aggravées : deux guerres contre l'Irak, le 11 septembre, la focalisation des débats sur les questions de l'islam, le choc des civilisations, les filles voilées, les questions d'insécurité et l'instrumentalisation de certaines questions des filles de banlieues avec " Ni putes ni soumises", une création artificielle qui permet de régler des comptes au nom de la défense de la condition des femmes maghrébines. L'Appel des indigènes n'est pas parfait et ne fixe pas assez l'avenir - faire le constat des discriminations et rappeler que les représentations et les pratiques du passé colonial continuent à agir sur le présent est juste mais non exclusif d'autres causes. Ce texte m'a intéressé parce qu'il affirmait une solidarité avec tous ceux qui se battent et qui s'engagent avec les opprimés, démontrant par leurs engagements et leurs sacrifices que la lutte anti-coloniale est indissociable du combat pour l'égalité sociale, la justice et la citoyenneté. La question que je me pose, c'est : avez-vous un projet ? Un mouvement pour quoi faire ?

Ce qui me gêne dans l'appel du Collectif des féministes indigènes, c'est la dénonciation sans nuance du féminisme. Je le vois comme un texte réactif contre les associations qui instrumentalisent la question des femmes maghrébines et caricaturent les femmes croyantes. Je crois tout de même que ce Collectif doit clarifier ses positions par rapport aux vrais problèmes que rencontrent les filles des cités et à leur oppression en tant que femmes. Leur situation s'est dégradée dans les cités, il ne faut pas l'ignorer. Comme on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur l'instrumentalisation de l'islam par ceux qui n'ont que des projets politiques. La violence de ce texte me dérange parce que nous n'aurons jamais assez de bras pour endiguer les ravages de cette société libérale. C'est un texte d'exclusion qui peut faire fuir des femmes qui ont pourtant envie de se battre et qui l'ont fait dans le passé. Je n'aime pas le mot "les nôtres". Les bons d'un côté, les mauvais de l'autre. Il faut mettre de la complexité. Mais c'est à vous de définir votre espace et rassembler toutes celles qui souffrent des conditions qui leur sont faites. Ceci dit, quand je vois la brochette de filles présentes dans ce Collectif qui sont toutes talentueuses, sincères et battantes, j'approuve que vous vouliez créer un espace autonome et je vous soutiens dans cette démarche.

***IDR : Si je te dis que tu te trompes dans ton interprétation du mot "les nôtres", qu'il ne s'agit pas de parler en termes de bien et de mal mais en terme de dominants et de dominés racialement…***

***KT :*** Je pense qu'il n'y a pas d'urgence à cracher sur les autres. Dans les " nôtres ", alors il y a des Blancs - dans mon quartier, je peux te dire qu'il y a beaucoup de femmes " blanches " qui sont exploitées, niées méprisées et très pauvres - que fait-on alors ? On les prend avec soi ou on les refuse. ? Je crois que le mot " d'universalisme blanc " est un concept qu'il faut systématiquement expliciter pour que cela devienne compréhensible par les dominés sans que cela prenne une tournure raciste ou injurieuse. Il faut faire œuvre de pédagogie. Aujourd'hui, des millions de personnes prennent des coups féroces dans cette société libérale ou les besoins collectifs deviennent des marchandises. Nous avons besoin d'un " mouvement de combat " pour reconquérir des droits fondamentaux bafoués : le travail, le logement, le droit à la santé à la citoyenneté. Tu convaincs les dominés en mettant des mots sur leur condition et de l'espérance. Sur le fond, je ne suis pas en désaccord avec le mot "blanc" comme référence sociale. C'est juste que je le trouve inefficace. C'est donner des arguments à ceux qui veulent faire crever le mouvement.■

## LA CHRONIQUE DE FRANÇOIS BURGAT

### CITOYENS " VOILÉS ", CITOYENS VIOLÉS !

Un voile inquiétant - celui de la manipulation de l'information et de la violence orchestrée par l'administration militaire américaine et ses relais médiatiques - opacifie chaque jour un peu plus la réalité iranienne. En Iraq en revanche, ce voile est ici et là en train de se lever. Ne fut-ce que par quelques interstices, des vérités longtemps entr'aperçues sont confirmées par de convergentes révélations. Un par un, les pires de nos soupçons deviennent ainsi réalité.

Quels sont-ils ? La formidable mise en scène du personnage d'Abu Mussab al-Zarqawi, longtemps l'homme orchestre de la violence terroriste irakienne, était destinée à " Benladeniser " toute résistance à l'occupation américaine. Pour la discréditer aux yeux des citoyens chiites, qu'y avait-il de mieux que de faire dire à l'omniprésent chef d'orchestre qu'ils étaient eux, les chiites, les cibles prioritaires de son combat ? Pour faire de même à l'égard des sunnites, et en nourrissant le même sectarisme, pourquoi ne pas accréditer l'idée d'une résistance toute entière confisquée par d'illégitimes étrangers arabes ? Cela ne suffisait-il pas ? Selon la terrifiante méthode testée au Salvador par les officines de l'administration reaganienne, massivement utilisée ensuite par les éradicateurs algériens, pourquoi ne pas constituer des escadrons de la mort et faire massacrer aveuglement des civils sunnites (pour accuser la résistance de s'en prendre à sa propre population) ou shiites (pour monter la majorité contre la minorité) ? Comment crédibiliser ensuite dans les esprits d'aussi tortueuses logiques ? En Irak, de vrais rédacteurs en chef ont, contre espèces sonnantes, accepté longtemps de publier des articles purement et simplement fabriqués par les services américains. Incroyable *isn't it* ? Il y a pourtant pire encore : en Europe, ces " éclairages "-là ont tout aussi facilement trouvé le chemin des éditoriaux matinaux de notre service public de l'information, les plateaux de nos grands humanistes télévisuels ou les colonnes des magazines avides de faire s'entrechoquer les mots et les photos.

Impossible de ne pas s'émouvoir en réalisant que pendant des mois, sur toutes les chaînes et toutes les stations du " service public des uns ", les indéboulonnables mandarins de l'exégèse politique des autres ont ânonné de conserve les versets, " sunnites " le matin, " chiites " le soir, de la propagande sectaire américaine. Difficile de ne pas prendre peur en réalisant que les cerveaux de tous ceux qui se nourrissent encore imprudemment de cette " information " là ont ainsi, de 2003 jusqu'à ce jour, été lavés aussi sûrement qu'ils l'avaient été, dix ans plus tôt, par les communiqués conjoints de la sécurité militaire algérienne, de ses marionnettes les " GIA ", et de nos experts et autres " philosophes " auto proclamés.

Le feu sectaire une fois durablement allumé par la flamme Zarqawi, le héros de la manipulation a certes été " réformé ", pour toujours, par ses promoteurs. Mais les ravages n'ont pas touché que les esprits du lointain Proche Orient. Dans les neurones français, les dégâts sont aussi importants. Et, en période électorale, au lieu de les soigner, nombreux sont ceux qui préfèrent en tirer profit.

" Femme voilée, femme violée !". De *Charlie Hebdo* jusqu'à Philippe de Villiers, nos " modernisateurs " vitupèrent à qui mieux mieux l'émoi que leur cause, de la Palestine, à l'Afghanistan, la désolante coiffure des femmes musulmanes (ou l'affligeante longueur de leur vêtement). Pour leur survie physique et celle de leurs maris, frères, fils et pères, rien ne presse : après l'Iraq, l'heure a sonné aujourd'hui, le saviez-vous, de moderniser enfin l'Iran ! ■

# NOS CORPS OTAGES

BOK'IKENI

**La litanie de Ségolène Royal figure la confiscation de la parole que nous, femmes racialisées, subissons ainsi que la condamnation *ad vitam aeternam* à n'être que des corps passifs, victimes à libérer. Nous sommes censées être ces corps qu'on fantasme lorsque nous sommes " beurettes ", " noires "..., c'est-à-dire des corps " disponibles " justement parce que nous sommes femmes et indigènes. Aussi le *harcèlement sexuel* que nous connaissons est encore plus éprouvant, parce que raciste ! Le voile est à la femme voilée ce que le noir est à la femme noire ; une femme voilée n'est qu'une voilée et une femme noire n'est qu'une noire ; elles ne sont toutes les deux que des corps marqués par le sceau sexiste et raciste que la colonisation a sécrété.**

## La double expropriation

En effet, l'idéologie esclavagiste et coloniale ne s'est pas contentée d'exploiter le corps des femmes au travail tout comme celui des hommes ; elle a historiquement utilisé le corps des femmes comme un enjeu de pouvoir et de domination sur les colonisés. Les viols et les agressions sexuelles sur les femmes, tout en constituant une répression spécifique, était aussi le moyen d'instaurer un mode de domination sur les colonisés qui permet alors au colon de dire " *je suis un homme et pas toi* ", produisant ainsi un rapport à la femme indigènes hyperviriliste : c'est à qui sera le plus viril… Cela n'était pas sans compter les résistances héroïques des femmes esclaves qui empêchaient, et ce même jusqu'à la mort, l'expropriation qui consistait à les *posséder*. Il faut penser aussi aux femmes des DOM-TOM qui, même après l'esclavage et avec la départementalisation, n'ont jamais été traitées comme des *vraies* Françaises puisqu'au moment même où ces dernières luttaient pour le droit à l'avortement, les autres, en Réunion, Guyane, Martinique, Guadeloupe…, étaient quant à elles en proie à des stérilisations massives organisées par l'Etat.



Réunion publique du collectif des féministes indigènes

Aujourd'hui, nos corps sont toujours par excellence destinés aux emplois domestiques et ménagers comme au temps où il s'agissait de s'occuper de la maison et des enfants du maître. Des hommes qui nous emploient prétendent avoir accès de fait à nos corps et pouvoir nous demander un massage, une fellation… exerçant ainsi un chantage à l'emploi. Des femmes qui nous emploient, loin d'être solidaires de nous, nous oppriment et nous humilient. Il s'agit de porter un tablier ostensiblement dans les rues de Neuilly, de se montrer avec nos patronnes… : elles voudraient nous tenir en laisse comme nous tenons leurs caniches en laisse ! Elles, elles peuvent dire : mon corps m'appartient ! Mais la proposition " mon corps m'appartient " n'est pas vérifiée dès lors qu'une femme voilée se voit sommer d'ôter son voile, réduite à une masse informe, habillée *comme il ne convient pas*. Pourtant " *mon corps m'appartient* " signifie bien " *je m'habille comme je veux.* " Dans les faits, porter le voile, c'est être une " *salope musulmane* ".

Les critères d'émancipation que la société nous impose sont corporels, vestimentaires, comme tout indigène doit faire preuve de plus grande " souchité ". En tant que femmes indigènes nous devons être plus féminines que féminines, plus sexy encore. Autrement dit, il s'agit de présenter notre corps " émancipé " : être plus/mieux soignée, arrangée, maquillée, déshabillée, défrisée… Ces marques d'intégration peuvent être pourtant prises par les hommes qui nous entourent comme autant de marques de trahison. Ainsi, ce modèle d'émancipation est un modèle qui n'est pas viable puisque, par définition, il nous fait rompre nos liens de solidarité vitaux étant donné la violence économique, physique, symbolique du racisme. Le seul moyen donc que nous avons de nous *féminiser*, c'est de nous *blanchir* : les grandes firmes pharmaceutiques le savent bien et se remplissent les poches en proposant des produits de beautés sans garantir des effets réels auxquels cela expose. Nous nous blanchissons pendant que d'autres tentent de se faire une peau plus mâte, plus bronzée, preuve que s'il n'est pas bon être trop noire, être un peu exotique peut aussi être apprécié. Car nous sommes réputées " chaudes " à l'image des femmes noires des clips TV, " consommables " du regard ou à la lettre ; notre lascivité traverse les siècles... Nos corps sont en fait le fruit promis au mélange avec le mythique " Français de souche " par l'idéologie raciste du métissage.

## Média stratégique de la domination

Cette prolifération de discours qui portent sur nous tend à nous réduire à des corps sans voix, à nous enfermer dans des stéréotypes : si nous ne sommes que des corps, on peut tout dire de nous. En nous réduisant ainsi à des corps, c'est la parole légitime, la conscience politique, toutes perspectives de luttes qui nous sont niés ; mais, en dépit de cela, nos mères ont résisté et nous résistons toujours. Le dévoilement des femmes à Alger est la scène symbolique destinée à se reproduire où le colon dit aux indigènes " *ces femmes là ne sont que des corps, nous les dévoilons car ils nous appartiennent, vous n'êtes que des hommes sans femmes* ". Et plus le colon dira à l'indigène " *tu n'as pas de femme* ", plus l'indigène dira : " *elle m'appartient* ", condamnant encore la femme indigène à être un corps à négocier entre colons et hommes indigènes. Cette contradiction rend notre oppression doublement violente. Nous luttons auprès des hommes indigènes contre le système raciste, mais nous ne pouvons pas renoncer à lutter contre le système sexiste auquel participent également les hommes indigènes. Le système raciste est d'autant plus fort que nous subissons une oppression de la part des hommes indigènes puisqu'une partie de la résistance s'en trouve affaiblie. Les hommes indigènes ont intérêt à ce que nous soyons moins opprimées et donc plus fortes pour lutter à leurs côté, leur solidarité sur le plan du sexisme est une solidarité d'intérêt face au racisme.■

# CHORUS ÉLECTORALISTE CONTRE LES MUSULMANS

**SADRI KHIARI**

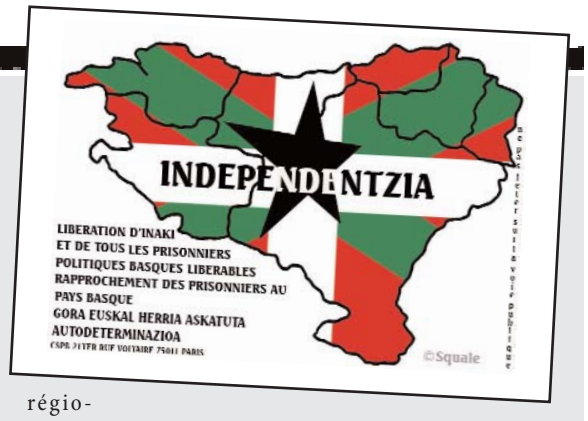
Le dénigrement des musulmans serait-il un argument de campagne électorale ? Il y a tout lieu de le redouter à entendre le cœur des journalistes, intellectuels médiatiques, responsables politiques et, bien sûr, candidats à la présidentielles en défense de Philippe Val : Hollande pour Royal, Bayrou pour lui-même, Voynet pour 1 petit % de voix supplémentaire et, plus grave de par sa position officielle de ministre de l'Intérieur et des cultes, Nicolas Sarkosy ! Sans scrupule, tout ce beau monde s'accorde à présenter le procès contre *Charlie Hebdo* comme une menace contre la liberté d'expression et, en particulier, celle de critiquer les religions ou d'en faire la satire. Il en irait des valeurs de la république et de la laïcité. Un éditorial du *Monde* (08.02.07, non signé) n'hésite pas à affirmer : " Le procès de Charlie Hebdo est celui d'un autre âge, d'un autre temps. " Ainsi, les musulmans de France ne seraient pas seulement *d'ailleurs* comme on le leur répète à l'envie mais aussi *d'avant*, doublement extérieurs donc à l'espace et au temps de la république. Même nés ici et français de nationalité, ils sont la Cinquième colonne d'un Orient, obscur, obscurantiste, moyen-âgeux et menaçant. Un fantasme raciste que ne peut camoufler l'argument fallacieux selon lequel ce ne serait pas les musulmans qui seraient en cause mais seulement leurs " intégristes " : la caricature représentant le prophète Mohamed avec une bombe sur la tête identifie bien l'islam et tous ceux qui s'en réclament à une entreprise terroriste. De même, pour citer encore un exemple, le dessin de Tignous paru dans *Libération* qui suggère une continuité, en enchaînement naturel, entre le musulman dit modéré et le terroriste en passant par Tariq Ramadan. N'est-ce pas une façon, on ne peut plus claire, que le terrorisme consubstantiel à l'islam et que le terroriste est déjà dans le musulman même " modéré " ? Mais c'est surtout la conjoncture actuelle qui donne leur sens véritable à ces dessins. Alors que, de manière explicite ou plus incidemment, les pires amalgames sont proférés dans les médias, qu'une offensive islamophobe se déploie aux Etats-Unis et en Europe pour faire accroire - et fabriquer ! - une " guerre des civilisations ", la rhétorique qu'on nous oppose pour justifier la publication de ces caricatures apparaît pour ce qu'elle est : une vaste supercherie camouflant une idéologie profondément raciste et les intérêts bien compris des puissances qui veulent recoloniser le monde. Et ce ne sont pas les déclarations serviles de quelques musulmans d'eau douce, pressés de gagner leur brevet d'homme des Lumières, qui nous feront changer d'avis.

Philippe Val (*hachek !*) et le journal qu'il dirige se sont fait le relais de cette campagne islamophobe et c'est en cela qu'ils sont condamnables. Les caricatures incriminées aujourd'hui ne sont pas choquantes parce qu'elles portent atteinte au sentiment religieux d'une partie de la population mais parce qu'elles s'inscrivent dans une offensive visant à stigmatiser une partie de la population et à accréditer la thèse de sa dangerosité intrinsèque en tant qu'adepte d'une religion qui serait particulièrement archaïque et nocive, étrangère à la bonne tradition christiano-laïque de la France. C'est cette même logique qui est à l'origine de la loi discriminatoire, sexiste et raciste sur le voile à l'école et qui a sous-tendu le licenciement des bagagistes musulmans, ou considérés comme tels, des aéroports de Roissy.

La liberté d'expression et la laïcité ne sont nullement en cause. Ce qui est en cause, par contre, c'est la liberté d'expression du racisme et le deux poids deux mesures dans l'application de la laïcité. Des présidentiables se sont exprimés, d'autres ont gardé un silence prudent. Nous saurons nous en souvenir en glissant notre bulletin dans l'urne.

# LE PAYS BASQUE INVISIBLE

**NICOLAS QUALANDER**




La photo du corps décharné d'Inaki de Juana Chaos, maintenu en vie par des fils et une sonde dans le nez sur un lit de l'hôpital public de Madrid, a été publiée à la Une de plusieurs quotidiens nationaux européens. En Espagne, dans El Pais. Mais aussi en Grande-Bretagne, dans le *Times*. Pas en France !

Prisonnier basque, Inaki a entamé une grève de la faim le 7 novembre 2006, pour protester contre sa condamnation à une peine de douze ans de prison. Soit plus d'une centaine de jours sans s'alimenter. Inaki de Juana Chaos a déjà passé vingt ans dans les prisons espagnoles. Ex-membre de l'ETA, il devait être libéré en 2004. La justice espagnole a cependant refusé de le libérer, prolongeant injustement sa peine. Il avait publié deux articles dans le quotidien Gara où il dénonçait les cas de tortures dans les prisons. L'occasion était toute trouvée : douze ans de plus, pour des écrits considérés par la justice espagnole comme " menaçants ". Et encore, la peine originellement réclamée par le procureur était de 96 ans. 96 ans, pour deux articles " menaçants ", rien que ça !

## Un silence médiatique bien français

Le cas de Inaki de Juana Chaos a donc été largement médiatisé en Europe. Encore une fois : pas en France. Pas une brève, un éditorial. Encore moins une photo. C'est qu'en France, la question basque n'existe pas. Elle n'a pas de visibilité. Ou plutôt : elle ne doit pas être visible, ou ne doit pas exister. Le 5 janvier, un jeune militant français, Sébastien Bedouret, s'est fait arrêté par la Gardia civil espagnole, près de San Sebastien. Il n'est pas basque, n'appartient pas à l'ETA, ni à Batasuna. Il est simplement le président de Radio pays, une radio associative émettant en Île de France, et animateur d'une émission de soutien aux prisonniers basques. Ils sont au nombre de 700. Sebastien Bedouret a été arrêté, torturé et mis au secret pendant plusieurs jours, soupçonné, comme de bien entendu, de collaborer avec l'ETA. Mais là aussi, pas un mot sur Sebastien Bedouret dans les médias français. Rien ! Car la question basque ne doit pas exister.

## La Nation française contre les minorités

La question basque, et son invisibilité en France, est symptomatique. Elle n'est que l'un des miroirs cachés de cette identité nationale républicaine française forgée patiemment tout au long des XIX° et XX° siècles. Une identité nationale républicaine qui se veut lisse, homogène et sans tâches, étrangère à toute différence. La lutte contre les régionalismes, l'interdiction de parler les langues régionales telles que le basque, le breton, ou le corse, la centralisation administrative jacobine et enfin la création de l'école républicaine, telle que conçue par le colonialiste Jules Ferry, ont contribué à former peu à peu une image de la nation française où il n'y aurait plus d'identités autres que celle décidée, voulue et créée par le pouvoir central, et formalisée par l'obligation de ne parler qu'une langue : le français. La lutte contre les régionalismes, et ce que l'on pourrait nommer des politiques d'assassinats culturels, ont constitué le creuset des politiques assimilatrices et intégratrices que la France allait plus tard appliquer à d'autres types de populations, notamment celles issues de l'immigration. Il s'agit de la même logique : dans le cas basque, il s'agissait de nier et d'interdire par la force l'existence d'une langue et d'une identité collective historique, d'une culture populaire locale, et d'intégrer, d'assimiler, des populations qui ne l'avaient pas forcément choisi. Si l'on peut parler de colonialisme externe , celui qui a vu la France conquérir des territoires, du Maghreb à l'Afrique noire en passant par l'Asie, il y a aussi un colonialisme interne qui l'a précédé, celui qui allait donner naissance à une France fondée essentiellement sur la négation de cultures, de savoirs, de langues, de pratiques, qui ne s'inscrivaient pas dans le jacobinisme centralisateur de l'Etat républicain. Il y a un post-colonialisme : il y eut aussi un pré- colonialisme, préparant le colonialisme, qui s'est joué dans la volonté de faire disparaître ces cultures : basques, bretonnes, occitanes, corses. Car, pour coloniser, il fallait déjà que l'Etat soit fort, centralisé, avec des populations assimilées. Le colonialisme interne a été la condition et le mode préparatoire du colonialisme externe.

## La criminalisation de l'identité politique basque

L'invisibilité de la question basque en France n'est donc pas secondaire, ni anodine. En France, le Pays basque n'est pas reconnu administrativement et il n'existe pas de département basque. La langue n'est toujours pas enseignée dans les écoles publiques, la France ayant toujours refusé de ratifier, par exemple, la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Mais, surtout, c'est la criminalisation de l'identité politique basque qui est problématique : la question basque peut éventuellement être jugée par l'Etat français comme une question culturelle, jamais comme une question politique. Si la France se tait sur des cas de tortures en Espagne, collaborant même parfois avec l'Etat espagnol en extradant des prisonniers dont elle connaît parfaitement le sort futur, c'est que la question politique basque ne peut être traitée, pour elle, que sous le seul angle de la judiciarisation et de la criminalisation.

Le silence français sur Inaki n'est donc pas une simple anecdote. C'est un silence qui s'inscrit dans une logique : une logique historique et structurelle, celle d'un Etat qui voit dans la revendication d'autonomie nationale de peuples qui ont droit à la différence, dans la pratique de langues différentes - le basque, l'arabe, le corse, le peul -, dans des histoires et des cultures différentes, des dangers qui seraient à même de l'affaiblir. Et ce qu'il s'agit justement de remettre en cause, ce sont ces silences et ces oublis qui accordent, à ceux qui ne veulent pas " s'assimiler ", un seul droit, celui de se taire.

# TEST ETES-VOUS INTEGRABLE ?

PAR LE COLLECTIF "LES MOTS SONT IMPORTANTS"

Le Test, qui vous a été proposé dans le numéro 3 (janvier) de *L'Indigène de la république* et qui permettait de mesurer votre coefficient d'intégration, a été un véritable fiasco : comme nous le redoutions, vous avez tous et toutes échoué lamentablement. Mais la République est généreuse et, chose promise chose due, voici une session de rattrapage, qui va vous permettre de savoir si, à défaut d'être INTÉGRÉ(E), vous êtes au moins INTÉGRABLE. Il vous suffira pour cela de répondre au questionnaire ci-dessous, constitué d'après les acquis les plus récents de la psychologie sociale (les rapports Stasi, Obin, Bénisti et Klarsfeld), avec en prime le concours d'IPSOS, de TNS-SOFRES, de BVA et du " Grand Jury RTL-Le Monde ". Comme vous pourrez le constater, ce test est plus facile que le précédent, car des CHAMPIONS DU MONDE de politique française et des SPÉCIALISTES de l'immigration, de l'Islam et de la banlieue ont travaillé des heures, des jours, des mois, et même des années pour CLARIFIER LES ENJEUX en posant LES VRAIES QUESTIONS. Les voici.

**1. Faut-il nier la réalité des problèmes de l'immigration?**

A. Oui, il faut nier la réalité
B. Non, il faut avoir le courage de regarder la réalité en face
C. Il ne faut pas se laisser intimider par la dictature du politiquement correct

**2. La France peut-elle accueillir toute la misère du monde?**

A. Non, mais elle doit le faire, et tant pis si l'économie périclite !
B. Non, on ne peut tout de même pas accueillir toute la misère du monde !
C. Avant on pouvait, mais maintenant on ne peut plus

**3. Être discriminé à l'embauche, cela donne-t-il le droit de violer les filles dans les caves ?**

A. Oui, bien sûr
B. Non, quand même pas !
C. " Non à la loi de la cité, et à son corollaire : la loi du silence ! " (Fadela Amara)

**4. Faut-il fermer les yeux devant la progression de l'Islam radical et de l'oppression sexiste sous prétexte que les musulmans vivent dans la misère ?**

A. Oui, il faut fermer les yeux
B. Non, il faut avoir le courage de regarder la réalité en face
C. Il ne faut pas se laisser intimider par les droits-de-l'hommistes qui vivent dans les beaux quartiers

**5. Faut-il dire non au voile, symbole d'oppression, ou bien abandonner les beurettes émancipées aux mains des intégristes ?**

A. Il faut abandonner les beurettes émancipées aux mains des intégristes, tolérer les " tournantes " et laisser les maliennes se faire exciser
B. Non à l'oppression des femmes !
C. " Dans voile, il y a viol " (Jacques Julliard)

**6. Concernant la colonisation et l'esclavage, faut-il savoir tourner la page et aller de l'avant, ou bien ressasser le passé, s'abandonner à la victimisation et attiser la guerre des mémoires?**

A. Il faut ressasser le passé, s'abandonner à la victimisation et attiser la guerre des mémoires
B. Il faut savoir tourner la page et aller de l'avant
C. Assez de repentance !

**7. Les Français doivent-ils se repentir et se flageller matin, midi et soir à cause des abus qu'ont commis leurs ancêtres dans les colonies ?**

A. Oui, et ils doivent aussi s'excuser d'être français
B. Non, les Français sont un grand peuple épris de liberté et de justice, et ils n'ont pas à s'excuser de ce qu'ils sont
C. Assez de repentance !

**8. Doit-on s'excuser d'avoir construit des ponts, des écoles et des hôpitaux en Algérie Française ?**

A. Oui, et les Français doivent s'agenouiller devant les égorgeurs du GIA, et leur lécher le bout des doigts
B. Assez de repentance !
C. Surtout quand on voit dans quel état est l'Algérie aujourd'hui !

**9. Est-il acceptable d'accuser toujours la France d'esclavagisme alors que les Arabes et les Noirs en ont fait autant, et même davantage, comme l'a d'ailleurs montré Olivier Pétré-Grenouilleau dans son livre courageux et méconnu, dont personne n'ose parler ?**

A. Oui, il ne faut accuser que la France, et d'ailleurs il y a un rappeur qui l'a dit : " la France est une putain, n'oublie pas de la baiser jusqu'à l'épuiser "
B. Non, il ne faut pas accuser seulement la France : s'il y a eu plusieurs Traites, pourquoi le nier ?
C. De toute façon, tout le monde a été esclavagiste, alors hein ! Assez de repentance !
D. Pétré-Grenouilleau, quel drôle de nom !

**10. Est-il acceptable de banaliser la Shoah en introduisant de nouvelles revendications mémorielles sur la colonisation et l'esclavage?**

A. Oui, il faut banaliser la Shoah, et assez de repentance !
B. Non, il ne faut pas banaliser la Shoah
C. Non, non et non !

**11. Faut-il rendre l'Occident responsable de tous les maux?**

A. Oui, l'Occident est responsable de tous les maux. Et vive Ben Laden !
B. Non, il faut être plus nuancé car l'Occident est aussi la civilisation qui a engendré la philosophie des Lumières, qui a aboli l'esclavage et qui a proclamé l'égalité et la laïcité
C. Sans oublier la grande invention que l'Occident a légué au reste de l'humanité : l'humilité, la réflexivité, le sens de l'auto-critique et l'art de poser des questions



# LE PETIT FACHO DE GAUCHE(5)

**Fatouche Ouassak**

**VOICI LE TROISIÈME VOLET DU "PETIT FACHO DE GAUCHE" OU "COMMENT VÉHICULER SOURNOISEMENT, DANS UN LONG DISCOURS SUR LE VIVRE-ENSEMBLE ET LA TOLÉRANCE, DES REPRÉSENTATIONS RACISTES, TOUT EN RAMASSANT LE STYLO TOMBÉ PAR TERRE, QUE L'ON VIENT D'UTILISER POUR SIGNER, LES LARMES AUX YEUX, UNE PÉTITION EN FAVEUR DU PETIT MAMADOU, 5 ANS, MENACÉ D'EXPLUSION SI ON NE FAIT RIEN".**

## MARRAKECH ET OUARZAZATE

Marrakech est un site touristique français déclassé car les domestiques (qu'on appelle "marrakechis" en arabe) ont été incapables de conserver l'authenticité non-marchande du site, que les touristes ont payé pourtant très cher. En outre, les marrakechis n'étaient absolument plus en mesure de garantir le dépaysement : les touristes toujours plus nombreux y croisaient de plus en plus de touristes. C'est pourquoi aujourd'hui, pour des vacances plus authentiques, plus dépaysantes et plus branchées, de plus en plus de touristes préférent se rendre à Ouarzazate, pour ne pas risquer de rencontrer de touristes.

## SÉANCE D'HYPNÔSE

Séance lors de laquelle on rappelle que les races n'existent pas, car seule existe la race humaine. Lorsque dans l'espace public et médiatique, l'on parle de "personnes issues de l'immigration", de "femmes de la diversité", de "jeunes de la deuxième génération", de "Français de souche", de "minorités visibles"..., on ne parle absolument pas de catégories raciales mais de catégories éminemment républicaines et universalistes.

Séance lors de laquelle il est demandé, pour plus d'efficacité, de regarder le médaillon balancer doucement de gauche à droite, de droite à gauche, de gauche à l'extrême droite... Les paupières s'alourdissent et les races n'existent pas; en tout cas, pas au pays des Lumières, de Maurras et des Droits de l'Homme.

## PRENDRE SUR SOI

Lorsqu'un immigré algérien se plaint de façon arrogante du traitement réservé aujourd'hui en France aux immigrés et à leurs enfants, attitude qui consiste à ne pas montrer son étonnement de voir que les mêmes qui ont chassé d'Algérie les Français en 1962, s'accrochent autant à leurs basques à présent, en se plaignant de surcroît.

Attitude qui consiste à ne rien dire, en résistant à l'envie de faire à l'immigré en question un petit rappel historique, et à se contenter de lui sourire ironiquement.

## NOYER LE POISSON

Sacrifice rituel de ce poisson indigne qu'est la discrimination raciale.
Noyer la discrimination raciale, à la gloire de la République une et indivisible, en implorant pêle-mêle la discrimination sociale, la discrimination homophobe, la discrimination à l'égard des roux et des rousses, et toute discrimination qui peut servir à la noyer bien profond.

## KABYLES

Hommes et femmes à l'esprit beaucoup plus laïc, poétique, lyrique et dithyrambique que les algériens d'origine maghrébine. En effet, eux ont la peau claire, certains poussant même leur soif d'universalisme jusqu'à avoir les yeux verts.

## PROJETS DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS À L'EMBAUCHE

Projets visant à proposer aux français d'origine ethnique des formations et des parrainages pour qu'ils apprennent à se présenter de façon moins provocante aux entretiens d'embauche (en étant moins "eux-mêmes").

On les aide ainsi à ne pas provoquer les discriminations illégales qu'ils subissent. Les employeurs discriminant illégalement sont rassurés par ce type de démarche, signant même, lors de colloques avec cocktails et auto-satisfaction, des chartes pour la diversité.

Technique efficace qui pourrait être appliquée de façon générale au système judiciaire : dans une affaire de viol par exemple, on mettrait en prison la personne violée pour qu'elle apprenne à ne plus provoquer le viol qu'elle a subi.

Les violeurs seraient sûrement rassurés par ce type de démarche, et signeraient peut-être, lors de colloques avec cocktails et auto-satisfaction, des chartes pour la chasteté.

## CONTRÔLE D'IDENTITÉ

Contrôle qui consiste à aider les jeunes portant des patronymes révélant une identité noiro-arabo-islamico-pas-nette-en-tout-cas, à ne pas oublier leurs origines ethniques, mêmes lointaines, quiseules peuvent les protéger contre la folle tentation d'aspirer à être des citoyens à part entière.

## MADAGASCAR:

# "LA JUSTE INSURRECTION"

## (29 MARS 1947 / NOVEMBRE 1948)

ZULFICAR

**Au sortir de la Seconde guerre mondiale, Madagascar, la " Grande Île ", est sous le joug colonial français depuis déjà plus de cinquante ans. Après plusieurs années de sévères privations et de réquisitions dues à la guerre, elle se trouve comme les autres possessions françaises en situation d'attente anxieuse. Une attente que la victoire des Alliés face aux forces de l'Axe a transformé en fol espoir de liberté.**

Si, depuis avril 1946, le code de l'indigénat, cette version républicaine de l'apartheid, a été formellement aboli, dans les faits l'administration coloniale et surtout les colons s'arrangent pour le faire perdurer. En 1947, à Madagascar comme dans les autres colonies françaises, les 4 millions d'indigènes subissent le pouvoir quasi absolu de 35 000 colons blancs. Chacun des deux groupes est représenté à l'Assemblé3e Nationale par deux députés. N'est ce pas cela l'égalitarisme républicain ? le 21 mars 1946, les deux députés du tout jeune Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM) demandent pour leur pays le statut d'État libre dans le cadre de l'Union française. " C'est un acte d'accusation contre la France et, en somme, un appel à la révolte " rétorque le socialiste Vincent Auriol, alors président de la république. Marius Moutet, ministre des Colonies du gouvernement du socialiste Paul Ramadier, s'en inquiète aussi. En septembre 1946, il proclame "la lutte contre l'autonomisme malgache". Une intransigeance que François Mitterrand, Ministre de la France d'Outre-mer, ne démentira pas lorsqu'il déclara dans un discours à l'Assemblée en 1951 : " [Il n'est] pas question de négocier quoi que ce soit au sujet du statut de Madagascar, […] le statut d'indépendance n'est pas concevable, sauf sur le plan de la seule discussion académique. "

Aux élections de novembre 1946, les sièges du second collège de l'assemblée malgache (réservés aux " indigènes "), sont remportés par les dirigeants du MDRM. Il n'en fallait pas plus pour alarmer les milieux gouvernementaux et les colons qui sont d'autant plus déterminés à en découdre que, l'année précédente, les troubles anticoloniaux en Algérie et ceux qui s'annoncent avec Ho khi Min en Indochine menacent la reprise en main rapide de l'Empire.

### Taba-Taba

C'est dans ce contexte qu'éclate l'insurrection du 29 mars 1947, le " Taba-Taba " (Grand vacarme). Des cantonnements militaires, des plantations et des fermes isolées sont attaquées, des voies ferrées, des routes et des ponts sont coupés. Ce qui est certain, c'est que l'administration et les forces répressives françaises ne sont pas prises au dépourvu. Les insurgés, totalement dépourvus d'armes et de moyens (250 fusils en tout et pour tout, la plupart sont armés de gourdins, sagaies et arcs) sont partout tenus en échec. Mais, anticipant le développement d'une contestation politique sérieuse de la part du MDRM, la France va se servir des évènements comme prétexte pour justifier une répression massive et féroce contre les nationalistes. 18 000 puis 30 000 hommes de troupes participent à la répression, des avions et des navires de guerre sont engagés. On a là un concentré des méthodes de la guerre coloniale : torture, exécutions sommaires, camps de regroupements après incendie des villages. A Moramanga, le 6 mai tout comme à Mananjary, un officier français fait mitrailler les cadres du MDRM dans les wagons où ils les avaient fait enfermer. Plusieurs villageois sont précipités vivants d'un avion afin de terroriser les populations.

Le bilan des pertes côté européen est plutôt réduit : 550 victimes dont 350 soldats, auxquelles il faut ajouter près de 2000 supplétifs indigènes. Il faut souligner, cependant, plusieurs cas de fraternisation entre tirailleurs algériens et populations et des cas de désertion chez les tirailleurs sénégalais. Côté malgache, les pertes sont évidemment énormes. Mais à combien s'élèvent-elles sur les trois années que va durer la répression ? C'est le chiffre de 80 000 qu'a retenu la mémoire collective à Madagascar s'appuyant sur un décompte de 1949 émanant du haut-commissaire lui même, Pierre de Chevigné. Certains historiens français contemporains, toujours prompts à relativiser les crimes coloniaux, parlent de 10 000. Toujours est-il qu'il convient de distinguer les morts violentes immédiates, des morts plus tardives - c'est à dire les dizaines de milliers de villageois qui, poussés vers les zones forestières insalubres par la terreur ou par les troupes françaises, y périront de faim, de misère et de maladie. Morts que ces mêmes historiens se dépêchent d'attribuer à " une simple faute " des dirigeants politiques métropolitains qui " se sont révélés incapables d'éviter un drame annoncé " (Jean Fremigacci). Deux mille Malgaches seront poursuivis en justice jusqu'en…1954. Plus de 200 condamnations à mort seront prononcés par les tribunaux militaires et civils. 22 seront appliquées, les autres seront commuées en détention à perpétuité ou en peine d'exil. Plusieurs centaines de Malgaches seront condamnés à de lourdes peines de prison.

### Consensus colonial

Bien sûr, quelques voix discordantes dont celle d'Albert Camus, inévitable bonne conscience de la république, et les journaux d'extrême gauche ou communiste (Franc-tireur, L'Humanité) s'élèveront pour dénoncer le caractère excessif et indistinct de la répression, la torture et les parodies de procès. Mais en définitive comme le fait fort justement remarquer le colonel Mathieu (le général Massu dans la réalité) dans le magnifique film de Gillo Pontecorvo, " La bataille d'Alger " : sur la question coloniale, il y a définitivement consensus. Aucun parti français ne soutient les revendications d'indépendance et tous sont d'accord pour maintenir l'Empire français, même sous sa version euphémisée d'octobre 1946 : l'Union française. Cela est valable pour l'ensemble des colonies. Dés lors, les divergences ne portent que sur les méthodes : sont-elles efficaces ou pas pour maintenir l'Empire ? Jusqu'en mai 1947, les gouvernements sont " tripartites ", incluant socialistes, communistes et membres du MRP. Tous assument sans rechigner la politique




coloniale. Au lendemain de la guerre mondiale, les massacres en Algérie, en Indochine, au Cameroun ou à Madagascar, ont tous lieu sous l'autorité de gouvernements auxquels participent la SFIO (PS) et le PCF. Tous les partis voteront sans hésiter la levée de l'immunité parlementaire des trois députés malgaches inculpés et condamnés à mort pour menées anti-françaises (le PCF n'y dérogera pas, se contentant d'exiger un procès loyal).

Le mythe national français interdit toujours à la république de reconnaître ses crimes. Le consensus est encore la règle pour considérer qu'il ne s'agit là que d'" excès " ou de dérapages regrettables d'une colonisation qui finalement aurait été " globalement positive ". Et l'on voudrait que nous, descendants de colonisés, soyons fiers de cette histoire. Plus : nous identifier à cette histoire serait la condition pour être un " vrai Français ". Eh bien, non : notre héritage historique est celui de tous ces peuples colonisés qui ont arraché leur indépendance contre la république !

